



Des échanges de tirs ont été signalés lundi à Buea, dans le Sud-Ouest anglophone.

Ces violences sont survenues le jour même où le président Paul Biya a fixé la date de l'élection présidentielle au 7 octobre 2018.

Selon des témoins, deux policiers auraient été tués à la suite de ces affrontements entre forces de l'ordre et hommes armés non encore identifiées à Buea, la capitale de la province anglophone du Sud-Ouest. Ce regain de violence est survenu le jour même où le président Paul Biya a fixé la date de l'élection présidentielle au 7 octobre prochain. C'est pourquoi, plusieurs organisations de la société civile camerounaise ont exprimé leurs inquiétudes quant à la tenue d'élection apaisée. Par exemple, Denis Emilien Atangana, le responsable du CERAD, le Cercle de réflexion et d'action pour le développement.

Celui-ci justifie son scepticisme par le fait que le climat politique et sécuritaire national n'est pas propice à l'organisation de ce scrutin. "Il y a Boko Haram à l'extrême-nord. Il y a ensuite la question de l'est, l'Adamawa et le nord. Les bandes frontalières de ces trois régions sont toujours elles aussi exposées à beaucoup d'assauts en provenance notamment de la RCA.

Vous associez à cela la crise anglophone qui menace de se transformer en guerre civile généralisée. L'espace politique là-bas n'est pas sûr pour organiser des élections", a résumé

Hans De Marie Heungoup, politologue et chercheur à l'International Crisis Group. Selon Hans De Marie Heungoup, qui est aussi l'auteur d'un livre sur le pouvoir au Cameroun, il faudrait y ajouter des difficultés liées au fonctionnement de l'organe en charge des élections au Cameroun, Elecam, Elections Cameroon, qui ne serait pas prêt.

Enfin, la question du vote des déplacés internes et réfugiés qui ont fui les combats dans les régions anglophones représente un vrai défi pour ces élections. Car le Cameroun compte à l'heure actuelle près de 240.000 déplacés internes et 20.000 autres personnes ont trouvé refuge au Nigéria voisin.

Toutes ces personnes pourront-elles voter ? "Ces élections se dérouleront dans des conditions de sécurité totale, j'allais dire absolue.

En attendant qu'ils regagnent leur domicile (les réfugiés et déplacés internes, ndlr), il y aura naturellement des bureaux de vote mis en place par Elecam, l'organe indépendant en charge des élections. L'élection au Cameroun n'est pas obligatoire", répond le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement camerounais, Issa Tchiroma Bakary.